

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC

Index AI : AMR 19/008/2009 – ÉFAI

2 juin 2009

AU 138/09 Craintes pour la sécurité

BRÉSIL Marcelo Freixo, h
Vinicius George, h

Le parlementaire Marcelo Freixo et son conseiller Vinicius George risquent d'être assassinés par des *milicias* à Rio de Janeiro. La police a découvert ce projet en mai, lorsqu'elle a effectué une descente dans les locaux d'un groupe de ce type. Cette descente s'inscrivait dans une opération policière menée sur le long terme contre les membres des *milicias* qui ont pris le contrôle d'une centaine de bidonvilles à Rio de Janeiro. Les policiers ont trouvé des lettres rédigées par le chef d'une *milicia* de Rio das Pedras (dans l'ouest de la ville), ancien sergent de la police militaire, qui demandait l'aide d'une autre *milicia* afin d'assassiner ces deux hommes.

À l'issue de cette opération de police, personne n'a tenté d'arrêter le chef de la *milicia* de Rio das Pedras, qui avait envoyé une demande en vue de faire tuer Marcelo Freixo et Vinicius George. Bien que ces derniers bénéficient de mesures de protection, Amnesty International estime que celles-ci doivent être renforcées immédiatement, conformément à leurs souhaits.

Marcelo Freixo et Vinicius George ont commencé à recevoir des menaces de mort en juin 2008, lorsque Marcelo Freixo a été nommé président d'une commission parlementaire d'enquête sur l'expansion des *milicias* à Rio de Janeiro.

Cette instance était composée d'élus qui ont mené des recherches sur les formes de participation des autorités de l'État de Rio de Janeiro dans les activités illégales des *milicias*, avant de présenter un rapport final soumis à l'assemblée législative de cet État et au ministère public afin que d'éventuelles poursuites pénales soient engagées. Cependant, on craint que les autorités de la municipalité, de l'État et du gouvernement fédéral n'aient pas pleinement mis en œuvre les recommandations contenues dans ce rapport, en particulier celles visant à incriminer les activités qui leur rapportent de l'argent et à engager des poursuites contre leurs auteurs présumés. Par conséquent, les *milicias* continuent de se développer malgré l'arrestation de certains de leurs membres occupant une position essentielle.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Les *milicias* sont composées de policiers, de gardiens de prison et de pompiers n'étant pas en service qui ont délogé les trafiquants de stupéfiants des favelas (bidonvilles), soi-disant pour améliorer la sécurité dans ces zones. En réalité, elles ont pris le contrôle de quartiers par la violence, en extorquant des fonds pour assurer la sécurité ainsi que l'approvisionnement en gaz, les transports, la télévision par câble et d'autres services. On les accuse d'exercer un certain pouvoir politique en obtenant par des manœuvres d'intimidation des promesses de votes pour des députés. Bien que ces *milicias* existent à Rio de Janeiro depuis un certain temps, leur soudaine expansion remonte à décembre 2006, lorsqu'elles ont envahi plus d'une centaine de favelas.

Les personnes qui ont tenté d'enquêter sur le rôle des *milicias* à Rio de Janeiro et de le dénoncer ont été la cible de menaces et de violence : trois journalistes travaillant pour le quotidien *O Dia* et un habitant d'une favela ont notamment été enlevés et torturés en mai 2008, et un attentat à la bombe a été commis contre un poste de police en juillet.

L'augmentation du nombre de ces groupes peut être attribué aux décennies d'interventions de la police marquées par la négligence, les violations des droits humains et l'impunité qui ont permis aux malfaiteurs et aux policiers corrompus de vivre au crochet des personnes œuvrant quotidiennement pour aider la population. À la suite d'informations récemment parues dans la presse qui font état des mesures de sécurité relâchées et des privilèges dont jouissent les policiers détenus dans le *Batalhão Especial Prisional* (quartier pénitentiaire spécial), Amnesty International est encore plus inquiète pour la sécurité de Marcelo Freixo et de Vinicius George. Selon ces articles, des enquêtes de police ont révélé que des policiers avaient déjà été autorisés à sortir de cette prison pour menacer ou tuer des témoins. Certaines ont même conclu qu'elle était un lieu de recrutement d'assassins. Plusieurs membres de *milicias* y sont actuellement détenus.

ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en portugais ou dans votre propre langue) :

- demandez que Marcelo Freixo, Vinicius George et toutes les autres personnes qui tentent de lutter contre les activités des *milicias* bénéficient de mesures de protection efficaces, dans le respect de leurs souhaits ;
- exhortez les autorités à diligenter sans délai une enquête indépendante et impartiale sur toutes les menaces formulées à l'encontre de Marcelo Freixo et de Vinicius George, afin que les responsables présumés de ces agissements soient déférés à la justice ;
- priez-les de dénoncer publiquement les activités des *milicias* et d'établir un plan commun, doté d'échéances bien définies, afin de mettre en œuvre toutes les recommandations de la commission parlementaire d'enquête pour lutter contre l'expansion de ces groupes et du crime organisé ;
- demandez que des mesures efficaces soient prises pour déférer à la justice les chefs et les membres présumés des *milicias* ;
- engagez les autorités à enquêter sans délai sur les activités qui ont lieu dans le *Batalhão Especial Prisional* et de déférer à la justice les fonctionnaires soupçonnés d'avoir participé à des activités pénalement répréhensibles.

APPELS À :

Ministre de la Justice :

Exmo. Ministro da Justiça do Brasil

Sr. Tarso Fernando Herz Genro

Ministério da Justiça

Esplanada dos Ministérios,

Bloco "T"

70.712-902 – Brasília/DF, Brésil

Fax : + 55 61 3322 6817

Formule d'appel : *Vossa Excelência*, / Monsieur le Ministre,

Gouverneur de l'État de Rio de Janeiro :

Exmo. Governador

Sr. Sérgio de Oliveira Cabral Santos Filho

Palácio Guanabara,

Rua Pinheiro Machado, s/nº – Laranjeiras

22.231-090 – Rio de Janeiro/RJ, Brésil

Fax : +55 21 2299 5691

Formule d'appel : *Exmo. Governador*, / Monsieur le Gouverneur,

Procureur général de l'État de Rio de Janeiro :

Exmo Sr Procurador-Geral de Justiça

Dr. Cláudio Soares Lopes

Av Marechal Câmara, 370, 8º andar - Centro

20.020-080 - Rio de Janeiro/RJ – Brésil

Fax : +55 21 2550-9054

Formule d'appel : *Exmo Sr Procurador*, / Monsieur le Procureur général,

COPIES À :

Député de l'État de Rio de Janeiro :

Sr. Marcelo Freixo

Rua Dom Manoel, s/nº,

Ed. 23 de Julho - Centro

20.010-090 – Rio de Janeiro/RJ, Brésil

ainsi qu'aux représentants diplomatiques du Brésil dans votre pays.

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT. APRÈS LE 14 JUILLET 2009, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.